



CAHIER DES CHARGES

(CPS - Règlement de consultation - Annexes et Modèles)

**LOT 1 : ACQUISITION, MISE EN PLACE ET MAINTENANCE
D'UNE SOLUTION LAN**

**LOT 2 : ACQUISITION D'UNE PASSERELLE VOIX IPBX AVEC
FONCTIONNALITE D'ENREGISTREMENT DES APPELS**

Appel d'Offres Ouvert sur offre des prix
Marché alloti et à tranche conditionnelle
N° 62/ABB/2022

Contact :

DIRECTION DES ACHAT ET MOYENS GÉNÉRAUX
DIVISION DES ACHATS INFORMATIQUES ET PRESTATIONS INTELLECTUELLES
SERVICE ACHATS INFRASTRUCTURE INFORMATIQUE, TELECOM ET SECURITÉ

110 Bd Zerktouni Chronopost 3^{ème} étage
0522 43 17 33



REGLEMENT DE CONSULTATION

**LOT 1 : ACQUISITION, MISE EN PLACE ET MAINTENANCE
D'UNE SOLUTION LAN**

**LOT 2 : ACQUISITION D'UNE PASSERELLE VOIX IPBX AVEC
FONCTIONNALITE D'ENREGISTREMENT DES APPELS**

**Appel d'Offres Ouvert sur offre des prix
Marché alloti Marché alloti et à tranche conditionnelle
N° 62/ABB/2022**

Contact :

DIRECTION DES ACHAT ET MOYENS GÉNÉRAUX
DIVISION DES ACHATS INFORMATIQUES ET PRESTATIONS INTELLECTUELLES
SERVICE ACHATS INFRASTRUCTURE INFORMATIQUE, TELECOM ET SECURITÉ

110 Bd Zerkouni Chronopost 3^{ème} étage
0522 43 17 33

ARTICLE 1 : OBJET DE L'APPEL D'OFFRES

Le présent appel d'offres ouvert a pour objet :

LOT 1 : ACQUISITION, MISE EN PLACE ET MAINTENANCE D'UNE SOLUTION LAN
LOT 2 : ACQUISITION D'UNE PASSERELLE VOIX IPBX AVEC FONCTIONNALITE
D'ENREGISTREMENT DES APPELS

ARTICLE 2 : MAITRE D'OUVRAGE

Le maître d'ouvrage du marché qui sera passé suite au présent appel d'offres est : « **AL BARID BANK et ses filiales** ».

ARTICLE 3 : RÉPARTITION EN LOTS

Le présent appel d'offres concerne un marché à tranche conditionnelle lancé en **Deux (02) lots** comme suit :

- **LOT 1 : ACQUISITION, MISE EN PLACE ET MAINTENANCE D'UNE SOLUTION LAN :**
 - **Tranche ferme : ACQUISITION ET MISE EN PLACE D'UNE SOLUTION LAN.**
 - **Tranche conditionnelle : MAINTENANCE ANNUELLE POST GARANTIE, RECONDUCTIBLE SUR TROIS (03) ANS.**
- **LOT 2 : ACQUISITION D'UNE PASSERELLE VOIX IPBX AVEC FONCTIONNALITE D'ENREGISTREMENT DES APPELS.**

ARTICLE 4 : SOUS-TRAITANCE

Les prestations, objets du présent marché, peuvent faire l'objet de sous-traitance. En aucun cas, la sous-traitance ne peut dépasser cinquante pour cent (**50%**) du montant du marché ni porter sur le lot ou le corps d'état principal du marché.

Le prestataire doit informer au préalable AL BARID BANK de l'identité du sous-traitant et lui présenter une fiche technique.

Le prestataire doit s'assurer que le sous-traitant a les qualités et compétences suffisantes pour effectuer les tâches qui lui seront sous traitées et dispose des mesures techniques et organisationnelles conformément aux dispositions de la loi **09-08** relative à la protection des données à caractère personnel. Il est entendu et accepté que le prestataire demeure garant à l'égard d'AL BARID BANK et reste seul obligé envers lui de la bonne exécution de toutes les obligations du présent contrat. Il continue à répondre de sa seule et exclusive responsabilité au titre de la sous-traitance.

Le prestataire sera responsable également vis-à-vis du sous-traitant, sans que la responsabilité d'AL BARID BANK soit inquiétée ou recherchée d'une quelconque manière.

Les articles objet du présent appel d'offres peuvent faire l'objet de sous-traitance.

Le soumissionnaire choisit librement ses sous-traitants sous réserve qu'il notifie à AL BARID BANK les articles qu'il envisage de sous-traiter et l'identité, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse des sous-traitants et une copie certifiée conforme du contrat de sous-traitance.

AL BARID BANK peut exercer un droit de récusation par lettre motivée, dans un délai de quinze (**15**) jours à compter de la date de l'accusé de réception de l'offre, notamment lorsque les sous-traitants ne remplissent pas les conditions prévues ci-dessous.

Le titulaire demeure personnellement responsable de toutes les obligations résultant du marché tant envers AL BARID BANK que vis-à-vis des ouvriers et des tiers.

AL BARID BANK ne se reconnaît aucun lien juridique avec les sous-traitants.

ARTICLE 5 : MONNAIE

Le concurrent non installé au Maroc a la faculté de formuler et exprimer ses prix en monnaie étrangère. Dans ce cas, pour être évalués et comparés, les montants des offres exprimées en monnaie étrangère seront convertis en dirhams sur la base du cours vendeurs du dirham en vigueur, donné par Bank Al-

Maghrib, le premier jour ouvrable de la semaine précédant celle du jour d'ouverture des plis conformément au règlement d'AL BARID BANK.

ARTICLE 6 : LANGUE

Les pièces du dossier et des offres doivent être établies en langue **Française**.

ARTICLE 7 : CONDITIONS REQUISES DES CONCURRENTS

Seules peuvent participer au présent appel d'offres ouvert, les personnes physiques ou morales qui :

- Justifient des capacités juridiques, techniques et financières requises ;
- Sont en situation fiscale régulière, pour avoir souscrit leurs déclarations et réglé les sommes exigibles ou, à défaut de règlement, constitué des garanties jugées suffisantes par le comptable chargé du recouvrement ;
- Sont affiliées à la Caisse nationale de sécurité sociale, et souscrivent de manière régulière leurs déclarations de salaires auprès de cet organisme.
- Ne sont pas admises à participer au présent appel d'offres ouverts :
- Les personnes en liquidation judiciaire ;
- Les personnes ayant fait l'objet d'une exclusion temporaire ou définitive prononcée dans les conditions fixées par l'article 142 du règlement de marchés AL BARID BANK ;
- Les personnes qui représentent plus d'un concurrent dans un même appel d'offres.
- Les personnes en redressement judiciaire, sauf autorisation spéciale délivrée par l'autorité judiciaire compétente.

ARTICLE 8 : COMPOSITION DU DOSSIER D'APPEL A LA CONCURRENCE

Le dossier d'appel d'offres à présenter par le concurrent devra comprendre :

- Le dossier administratif ;
- Le dossier additif ;
- Le dossier technique ;
- L'offre technique ;
- L'acte d'engagement conformément au modèle prescrit ;
- Le bordereau des prix ;

ARTICLE 9 : LISTE DES PIECES JUSTIFIANT LES CAPACITES ET LES QUALITÉS DES CONCURRENTS

Pour établir la justification de ses qualités et capacités, chaque concurrent est tenu de présenter **un Dossier Administratif, un Dossier Technique** et éventuellement un **Dossier Additif**. Les pièces à fournir par les concurrents sont :

1. Un dossier Administratif comprenant :

1.1 Pour chaque concurrent au moment de la présentation des offres, ce dossier doit comprendre :

1.1.1 Déclaration sur l'honneur :

La déclaration sur l'honneur, dûment signée et cachetée, doit indiquer (voir modèle en **annexe 3**) les noms et prénoms, qualité et domicile du candidat, et s'il agit au nom d'une société, la raison sociale, la forme juridique de la société, le montant du capital, l'adresse du siège social, la qualité au titre de laquelle il agit et les pouvoirs qui lui sont conférés ;

La déclaration comporte, en outre, les indications suivantes :

- Le numéro d'inscription au registre du commerce ;
- Le numéro de la patente ;
- Le numéro d'affiliation à la Caisse Nationale de Sécurité Sociale ;
- Le numéro du compte courant postal, bancaire ou de la trésorerie générale ;

- L'engagement du concurrent à couvrir les risques découlant de son activité professionnelle par une police d'assurance ;
- L'engagement du concurrent, s'il envisage de recourir à la sous-traitance, que celle-ci ne peut dépasser cinquante pour cent (50%) du montant du marché ni porter sur le lot ou le corps d'état principal du marché issu de cet appel d'offres ;
- L'attestation qu'il n'est pas en liquidation judiciaire ou en redressement judiciaire, et s'il est en redressement judiciaire, qu'il est autorisé par l'autorité judiciaire compétente à poursuivre l'exercice de son activité ;
- L'engagement de ne pas recourir par lui-même ou par personne interposée à des pratiques de fraude ou de corruption des personnes qui interviennent, à quelque titre que ce soit, dans les différentes procédures de passation, de gestion et d'exécution des marchés ;
- L'engagement de ne pas avoir fait, par lui-même ou par personne interposée des promesses, des dons ou des présents en vue d'influer sur les différentes procédures de conclusion d'un marché et lors des étapes de son exécution ;
- La certification de l'exactitude des renseignements contenus dans la présente déclaration sur l'honneur et dans les pièces fournies dans son dossier de candidature ;
- L'attestation qu'il n'est pas en situation de conflit d'intérêt.

1.1.2 Cautionnement Provisoire :

Le candidat doit présenter une caution bancaire ou une caution personnelle et solidaire délivrée par une banque Marocaine, et non limitée dans le temps, sinon le dossier sera rejeté.

1.1.3 Convention de la constitution du groupement (En cas de groupement) :

La copie légalisée de la convention de la constitution du groupement. Cette convention doit être accompagnée d'une note indiquant notamment l'objet de la convention, la nature du groupement, le mandataire, la durée de la convention, la répartition des articles, le cas échéant.

1.1.3.1 Cas du groupement :

Les propositions effectuées par une association de 2 ou plusieurs fournisseurs conjoints ou solidaires devront se soumettre aux règles suivantes :

- La copie légalisée de la convention de la constitution du groupement. Cette convention doit être accompagnée d'une note indiquant notamment l'objet de la convention, la nature du groupement, le mandataire, la durée de la convention, la répartition des articles, le cas échéant.
- L'un des partenaires sera désigné comme Mandataire et représentera l'ensemble des membres vis-à-vis du maître d'ouvrage,
- Le cahier des prescriptions spéciales, l'offre financière présentée par un groupement sont signées soit par l'ensemble des membres du groupement, soit seulement par le mandataire si celui-ci justifie des habilitations sous forme de procurations légalisées pour représenter les membres du groupement lors de la procédure de passation du marché ;
- Le cautionnement définitif peut être souscrits sous l'une des formes suivantes, avec précision qu'ils sont délivrés dans le cadre d'un groupement :
 - ❖ Au nom collectif du groupement ;
 - ❖ Par un ou plusieurs membres du groupement pour la totalité du cautionnement ;
 - ❖ En partie par chaque membre du groupement de telle sorte que le montant du cautionnement soit souscrit en totalité.
- La précision sur la nature du groupement : conjoint ou solidaire.

1.1.3.1.1 Cas du groupement conjoint :

Chaque membre du groupement y compris le mandataire doit justifier individuellement des capacités juridiques, techniques et financières requises pour la réalisation des articles pour lesquelles il s'engage.

Chacun des membres du groupement s'engage à exécuter une ou plusieurs parties distinctes, tant en définition qu'en rémunération, des articles prévus au marché. Le mandataire est solidaire de chacun des autres membres pour ses obligations contractuelles à l'égard du maître d'ouvrage pour l'exécution du marché et les représente jusqu'à la date de la réception définitive du matériel.

Le groupement doit présenter un acte d'engagement unique indiquant le montant global du marché et

précisant la ou les parties des articles que chacun des membres du groupement s'engage à réaliser. Qu'il s'agisse d'un groupement conjoint ou solidaire, tous les documents administratifs et techniques exigés sur le CPS doivent être fournis par les membres du groupement.

1.1.3.1.2 Cas du groupement solidaire :

Tous les membres du groupement s'engagent solidairement vis-à-vis du maître d'ouvrage pour la réalisation de la totalité du marché issu de cet appel d'offres. Le mandataire coordonnera l'exécution des articles par tous les membres du groupement.

Le groupement doit présenter un acte d'engagement unique indiquant le montant global du marché et précisant l'ensemble des articles que les membres du groupement s'engagent solidairement à réaliser, ou, le cas échéant, les articles que chacun des membres du groupement s'engage à réaliser dans le cadre du dit marché issu de cet appel d'offres.

Les capacités financières et techniques du groupement solidaire sont jugées sur la base d'une mise en commun des moyens humains et compétences de l'ensemble de ses membres pour satisfaire, de manière complémentaire et cumulative, les exigences fixées à cet effet dans le cadre de la procédure de passation du marché.

Qu'il s'agisse d'un groupement conjoint ou solidaire, tous les documents administratifs et techniques exigés sur le CPS doivent être fournis par les membres du groupement.

1.2 Pour le concurrent auquel il est envisagé d'attribuer le marché :

1.2.1 Attestation fiscale :

Cette attestation doit être délivrée depuis moins d'un an par le percepteur du lieu d'imposition certifiant que le soumissionnaire est en situation fiscale régulière. Cette attestation doit mentionner l'activité au titre de laquelle le soumissionnaire est imposé.

A défaut de fournir l'attestation fiscale originale, une copie certifiée conforme à l'original doit être produite.

1.2.2 Attestation CNSS :

Une attestation délivrée depuis moins d'un an par la Caisse Nationale de Sécurité Sociale certifiant que le concurrent est en situation régulière envers cet organisme.

A défaut de fournir l'attestation CNSS originale, une copie certifiée conforme à l'originale doit être produite.

1.2.3 Délégation des pouvoirs :

Les statuts de l'entreprise et la ou les pièces justifiant les pouvoirs conférés à la personne agissant au nom du concurrent. Ces pièces varient selon la forme juridique du concurrent :

- S'il s'agit d'une personne physique agissant pour son propre compte, aucune pièce n'est exigée ;
- S'il s'agit d'un représentant, celui-ci doit présenter :
 - ❖ Une copie conforme de la procuration légalisée lorsqu'il agit au nom d'une personne physique ;
 - ❖ Un extrait des statuts de la société et/ou le procès-verbal de l'organe compétent pour donner pouvoir selon la forme juridique de la société, lorsqu'il agit au nom d'une personne morale ;
 - ❖ L'acte par lequel la personne habilitée délègue son pouvoir à une tierce personne, le cas échéant.

1.2.4 Certificat d'immatriculation au registre de commerce :

Pour les personnes assujetties à l'obligation d'immatriculation conformément à la législation en vigueur, sous le modèle **7** ne dépassant pas 3 mois.

Toutefois, les concurrents non installés au Maroc sont tenus de fournir l'équivalent des attestations visées aux paragraphes ci-dessus, délivrées par les administrations ou les organismes compétents de leurs pays d'origine ou de provenance.

A défaut de la délivrance de tels documents par les administrations ou les organismes compétents de leur pays d'origine ou de provenance, lesdites attestations peuvent être remplacées par une déclaration faite par l'intéressé devant une autorité judiciaire ou administrative, un notaire ou un organisme professionnel qualifié du pays d'origine ou de provenance.

2. Un dossier Technique comprenant :

- Une note indiquant les moyens **techniques** et **humains** du candidat, le lieu, la date, la nature des

articles qu'il a livrés ou à la livraison auxquelles il a participé (La note + **Annexe 6** renseignés par le soumissionnaire).

- Attestations ou leurs copies certifiées conformes à l'originale délivrées par les maîtres d'ouvrage publics ou privés ou par les hommes de l'art sous la direction desquels le concurrent a exécuté lesdites prestations. Chaque attestation précise notamment la **nature** des prestations (Conforme au domaine de l'objet de l'appel d'offres), leur **montant** et **l'année de réalisation** ainsi que le **nom** et la **qualité du signataire** et son **appréciation**.

NB :

- Chaque attestation doit obligatoirement préciser la nature des prestations, le montant, l'année de réalisation, l'appréciation, le nom et la qualité du signataire.
- Pour les projets hors du royaume pour lesquels le soumissionnaire ne dispose pas des attestations de références, **une déclaration sur l'honneur** faisant ressortir toutes les références détaillant les **prestations**, le **montant**, les **dates** et **lieu d'exécution** et les **contacts possibles** peut remplacer lesdites attestations.
- Le tableau en **annexe 7** complète les attestations de références s'il y a lieu d'une mention manquante parmi celles déjà citées.
- Les soumissionnaires ayant déposés des dossiers techniques non conformes par rapport aux éléments demandés seront éliminés.

Les soumissionnaires sont tenus de présenter **deux (02) exemplaires du dossier technique, ainsi qu'une copie sous format électronique.**

3. Dossier Additif :

- L'attestation de capacité financière : Le soumissionnaire doit accompagner son offre par une attestation de capacité financière délivrée par la banque ;
- L'attestation d'assurance ;
- Le présent cahier des charges (**CC**) signé à la dernière page avec la mention manuscrite « lu et accepté » et paraphé sur toutes les pages ;

ARTICLE 10 : ÉTABLISSEMENT ET ENVOI DES ACTES D'ENGAGEMENT :

Les actes d'engagement doivent être établis conformément au modèle prévu par AL BARID BANK (ci-joint en **annexe 4**) et ne contenir ni restrictions ni réserves. Tout acte d'engagement qui contient des restrictions ou des réserves sera déclaré nul et non avenu.

L'acte d'engagement dûment rempli, et comportant le relevé d'identité bancaire, est signé par le concurrent ou son représentant habilité, sans qu'un même représentant puisse représenter plus d'un soumissionnaire à la fois pour le même appel d'offre. Pour les propositions effectuées par une association de 2 ou plusieurs prestataires conjoints et solidaires, l'offre financière devra être signée soit par l'ensemble des membres du groupement, soit seulement par le mandataire si celui-ci justifie des habilitations sous forme de procurations légalisées pour représenter les membres du groupement lors de la procédure de passation du marché

Les candidats doivent présenter à l'appui de leur acte d'engagement un bordereau des prix et le détail estimatif, dont les indications doivent être en parfaite concordance avec celles de l'acte d'engagement.

En cas de discordance entre les indications de ces différentes pièces, les indications de prix en lettres du bordereau des prix sont tenues pour bonnes et les indications contraires aussi bien que les erreurs matérielles sont rectifiées d'office pour établir le montant réel de l'acte d'engagement.

Lorsqu'un même prix est indiqué en chiffres et en lettres et qu'il existe une différence entre ces deux modes d'expression, le prix indiqué en toutes lettres fait foi.

Toute prestation que le prestataire s'est engagé à exécuter dans le cadre de son offre ou qu'il aura réalisé d'une façon complémentaire et qui ne figure pas dans le bordereau de prix sera considérée comme étant gratuite. Ces documents doivent être insérés dans une enveloppe portant en gros caractères la mention

"Offre financière".

ARTICLE 11 : OFFRE COMPORTANT DES VARIANTES :

Le soumissionnaire peut proposer des offres variantes par rapport à la solution de base. La variante sera accompagnée d'une description technique et d'une décomposition des prix détaillée.

Toute variante proposée par le soumissionnaire, doit obligatoirement être accompagnée de l'acte d'engagement correspondant et comporter les mêmes pièces que celles prévues pour l'offre de base à l'exception des pièces du dossier administratif additif, et technique. Et elle **doit être mise dans un pli distinct de l'offre de base éventuellement proposée.**

ARTICLE 12 : OFFRE TECHNIQUE

Les soumissionnaires sont tenus de présenter une offre technique (rédigée en Français) **conforme** aux **termes de référence**, en incluant tous les points nécessaires à la prestation (*l'ingénierie, l'installation, la configuration, le paramétrage, l'intégration, la mise en service et l'assistance technique*) et qui contient aussi les éléments ci-dessous :

Lot 1 :

1. **Attestation du constructeur/éditeur** autorisant le prestataire en tant que partenaire à répondre au présent appel d'offre ;
2. Engagement du soumissionnaire :
 - Pour le renouvellement du support auprès du constructeur/éditeur, durant la période de la maintenance après l'expiration de la garantie ;
 - À garantir le matériel et logiciel pour la durée qu'il propose, à condition de ne pas être inférieure à une (01) année minimum après la réception provisoire.
NB : (L'adjudicataire doit fournir à AL BARID BANK l'attestation de garantie constructeur à la livraison) ;
3. Tableau de conformité renseigné relatif aux besoins exprimés et aux caractéristiques techniques mentionnée en (**annexe 8**) ;
4. **Formation/transfert de compétence :** Le descriptif, le plan détaillé et le planning de la formation/transfert de compétence prévue dans le cadre du projet (lieu de la formation, durée de la formation (minimum **03** jours), modules à dispenser, ...), l'expérience et les profils des ressources humaines qui vont assurer cette formation, conformément aux Termes De Références ;
5. Un projet de contrat de maintenance contenant les détails relatifs à la maintenance préventive et corrective sur une période d'une année reconductible tacitement sans dépasser trois **03** ans (après la durée de garantie proposée), conformément au TDR.

Lot 2 :

1. Tableau de conformité renseigné relatif aux besoins exprimés et aux caractéristiques techniques mentionnée en (**annexe 8**) ;
2. Tout autre document jugé utile pour l'élaboration de l'étude technique **notamment ceux justifiant les performances ou fonctionnalités supplémentaires offertes.**

Les soumissionnaires sont tenus de faire accompagner leurs offres par une offre technique, conforme aux termes de référence en deux (02) exemplaires, ainsi qu'une copie sous format électronique.

ARTICLE 13 : OFFRE FINANCIERE

Les candidats doivent présenter :

- Un acte d'engagement rempli conformément au modèle joint en **annexe 4** signé par le soumissionnaire et comportant le relevé d'identité bancaire. Cet engagement ne doit comporter ni restrictions ni réserves ;

- Un bordereau des prix conformément au modèle joint en **annexe 5**, dûment signé et cacheté, qui comporte le détail des prix proposés et dont les indications doivent être en parfaite concordance avec celles de l'acte d'engagement.

NB :

- Tout bordereau de prix non signé, non conforme à l'objet de l'AOO, qui exprime des restrictions ou des réserves, ou présente des différences dans les libellés des prix, l'unité de compte ou les quantités dans le bordereau des prix et le détail estimatif, **sera écarté**.
- Le soumissionnaire doit fournir une offre financière relative au projet de contrat de maintenance ;
- Les offres financières sont ouvertes à une reprise de la séance publique dont la date sera communiquée aux concurrents.

ARTICLE 14 : MODE D'ETABLISSEMENT DES PRIX

Les prix établis doivent s'entendre pour prestations exécutées franco de tous frais et taxes.

ARTICLE 15 : CAUTIONNEMENT PROVISOIRE

Le montant du cautionnement provisoire est fixé à :

- **Lot 1 : 8 000,00 DH ;**
- **Lot 2 : Dispensé.**

Cette caution provisoire doit être valable jusqu'à la constitution de la caution définitive pour l'entreprise attributaire.

ARTICLE 16 : MODIFICATIONS DANS LE DOSSIER D'APPEL A LA CONCURRENCE :

Des modifications peuvent être introduites dans l'appel à la concurrence sans pour autant changer l'objet de l'appel d'offres.

Si des modifications sont introduites, elles seront communiquées à tous les concurrents ayant retirés ledit dossier, et introduites dans les dossiers mis à la disposition des autres concurrents.

Lorsque les modifications nécessitent la publication d'un avis modificatif, celui-ci sera publié au niveau de la presse et porté à la connaissance des concurrents notamment par voie électronique.

Ces modifications peuvent intervenir à tout moment à l'intérieur du délai initial de publicité de l'avis sous réserve que la séance d'ouverture des plis ne soit tenue que dans un délai minimum de dix (**10**) jours à compter du lendemain de la date de la dernière publication de la modification sans que la date de la nouvelle séance soit antérieure à celle prévue initialement.

ARTICLE 17 : INFORMATIONS ET DEMANDES D'ECLAIRCISSEMENT DES CONCURRENTS

Tout concurrent peut demander, par lettre recommandée avec accusé de réception, par fax confirmé ou par voie électronique, des éclaircissements ou renseignements. Cette demande n'est recevable que si elle parvient au maître d'ouvrage au moins (**7**) jours avant la date prévue pour la séance d'ouverture des plis. Tout éclaircissement ou renseignement, fourni par le maître d'ouvrage à un concurrent à la demande de ce dernier, est également mis à la disposition de tout autre concurrent ayant retiré le CPS.

Les demandes d'informations doivent être adressées à la Division Achats, 110 Boulevard Zerktouni, CHRONOPOST, 3^{ème} étage à Casablanca, joignable au n° : 05 22 43 17 33. (Adresse mail indiqué au niveau de l'avis de presse)

ARTICLE 18 : DEMANDE DE REPORT DES CONCURRENTS

Lorsqu'un soumissionnaire estime que le délai prévu par l'avis de publicité pour la préparation des offres n'est pas suffisant compte tenu de la complexité des prestations objet du marché, il peut, **au cours de la première moitié du délai de publicité**, demander à Al Barid Bank, par courrier porté avec accusé de réception, par fax confirmé ou par courrier électronique confirmé, le report de la date de la séance d'ouverture des plis. La demande du concurrent doit comporter tous les éléments permettant à Al Barid Bank d'apprécier sa demande de report.

Si Al Barid Bank reconnaît le bien-fondé de la demande du soumissionnaire, il peut procéder au report de la date de la séance d'ouverture des plis. Le report, dont la durée est laissée à l'appréciation du maître d'ouvrage, fait l'objet d'un avis rectificatif.

Dans ce cas, le report de la date de la séance d'ouverture des plis, ne peut être effectué qu'une seule fois quel que soit le concurrent qui le demande.

ARTICLE 19 : PRÉSENTATION DES DOSSIERS DES CONCURRENTS

Le dossier présenté par chaque concurrent est mis dans un pli cacheté portant :

- Le nom et l'adresse du concurrent ;
- L'objet de l'AO ;
- La date et l'heure de la séance d'ouverture des plis ;
- L'avertissement que « le pli ne doit être ouvert que par le président de la commission d'appel à la concurrence lors de la séance publique d'ouverture des plis ».

Ce pli contient trois enveloppes distinctes :

La première enveloppe contient le dossier administratif, le dossier technique et le dossier additif visé. Cette enveloppe doit être cachetée et porter de façon apparente la mention « dossiers administratif technique et additif ».

La deuxième enveloppe contient l'offre Technique du soumissionnaire. Elle doit être cachetée et porter de façon apparente, la mention "Offre Technique".

La troisième enveloppe contient l'offre financière du soumissionnaire. Elle doit être cachetée et porter de façon apparente, la mention "Offre financière".

Les trois (3) enveloppes visées ci-dessus indiquent de manière apparente :

- Le nom et l'adresse du concurrent ;
- L'objet du marché et, le cas échéant, l'indication du ou des lots concernés ;
- La date et l'heure de la séance d'ouverture des plis.

NB : Il est important de présenter les dossiers susmentionnés de la manière indiquée ci-dessus, le non-respect de ladite présentation peut conduire à l'élimination du concurrent.

ARTICLE 20 : DELAIS POUR LA RECEPTION DES OFFRES

- Les offres doivent être envoyées dans les conditions et délais prévus par l'avis de presse.
- Les dossiers reçus ou déposés postérieurement au jour et à l'heure fixés ne sont pas admis.

ARTICLE 21 : DEPOT DES PLIS DES CONCURRENTS

Les plis sont au choix des concurrents :

- Soit déposés, contre récépissé auprès du service des Achats d'Al Barid Bank ;
- Soit envoyés par courrier recommandé avec accusé de réception au service précité ;
- Soit remis, séance tenante, au président de la commission d'appel d'offres au début de la séance et avant l'ouverture des plis.

Le délai pour la réception des plis expire à la date et à l'heure fixée par l'avis d'appel d'offres pour la séance d'examen des offres. Les plis déposés ou reçus postérieurement au jour et à l'heure fixés ne sont pas admis.

A leur réception, les plis sont enregistrés par le maître d'ouvrage dans leur ordre d'arrivée. Le numéro d'enregistrement ainsi que la date et l'heure d'arrivée sont portés sur le pli remis.

Les plis resteront cachetés et tenus en lieu sûr jusqu'à leur ouverture en commission plénière.

ARTICLE 22 : RETRAIT DES PLIS

Tout dossier déposé ou reçu peut être envoyé antérieurement au jour et à l'heure fixée pour l'ouverture des plis.

Le retrait du dossier fait l'objet d'une demande écrite par le concurrent ou son représentant dûment habilité. La date et l'heure de retrait sont enregistrées par le maître d'ouvrage.

Les concurrents ayant retiré leurs plis peuvent présenter de nouveaux dossiers dans les mêmes conditions d'envoi de dossiers initiales.

ARTICLE 23 : APPRECIATION DES CAPACITÉS TECHNIQUES ET FINANCIERES DES CONCURRENTS :

La commission apprécie les capacités financières et techniques des concurrents, conformément aux dispositions du présent **CC**, et en rapport avec la nature et l'importance des articles objet de la consultation et au vu des éléments contenus dans les dossiers administratif et technique de chaque concurrent et suivant les critères contenus dans le présent appel d'offres.

La commission de jugement des offres tiendra compte des offres des concurrents et notamment :

- La capacité du concurrent à répondre aux stipulations du **CC**.
- Les moyens techniques et humains du concurrent.
- L'offre financière.

La procédure d'évaluation des offres se déroulera selon les étapes suivantes :

1^{ère} étape : Examen des dossiers administratif, technique et des pièces complémentaires :

Cet examen tend à :

S'assurer de la conformité globale des dossiers administratifs, techniques et des pièces complémentaires aux stipulations du cahier des prescriptions spéciales et au règlement de consultation ;

Apprécier la capacité du concurrent à répondre aux stipulations du **CC** au vu de ses moyens humains techniques et ses références.

Il se matérialise par l'une des deux conclusions suivantes :

- ❖ Acceptation de l'offre.
- ❖ Rejet de l'offre pour non-conformité au présent appel à la concurrence.

2^{ème} étape : Evaluation des critères obligatoires :

Ne sont prises en compte dans cette étape que les offres ayant été retenues à l'issue de la première étape. Le soumissionnaire doit avoir au **minimum une (01) attestation de référence**, dans le domaine objet de l'Appel d'Offre relatif au lot 1.

Les offres des soumissionnaires qui montreront une non-conformité seront systématiquement éliminées et ne seront pas prises en compte dans le reste du processus d'évaluation.

3^{ème} étape : Conformité technique – Offre technique :

Ne sont prises en compte dans cette étape que les offres ayant été validées à l'issue de la deuxième étape. Les offres techniques des soumissionnaires feront l'objet d'une validation des critères de conformité technique ci-après :

➤ Lot 1 :

1. **Attestation du constructeur/éditeur** autorisant le prestataire en tant que partenaire à répondre au présent appel d'offres ;
2. Engagement du soumissionnaire :
 - Pour le renouvellement du support auprès du constructeur/éditeur, durant la période de la maintenance après l'expiration de la garantie.
 - À garantir le matériel et logiciel pour la durée qu'il propose, à condition de ne pas être inférieure à une **(01)** année minimum après la réception provisoire ; (L'adjudicataire doit fournir à AL BARID BANK l'attestation de garantie Editeur / constructeur à la livraison) ;
3. Offre conforme au tableau de fonctionnalités techniques en **annexe 8**.

➤ Lot 2 :

1. Offre conforme au tableau de fonctionnalités techniques en **annexe 8**.

4^{ème} étape : Analyse financière comparative des offres :

Ne seront considérés dans cette étape que les soumissionnaires ayant été retenus dans la troisième étape. L'évaluation des offres se fera en dirhams. Les coûts en monnaie étrangère cités par les prestataires seront convertis en Dirhams en utilisant le taux de change du premier jour ouvrable de la semaine précédant celle du jour d'ouverture des plis.

Le choix du soumissionnaire se base sur l'offre financière **la moins disante** calculée comme suit :

Lot 1 :

Prix d'acquisition de la tranche ferme + [Prix de la maintenance annuelle x (5 ans - la durée de garantie proposée par le soumissionnaire)]

Lot 2 :

Le choix du soumissionnaire se base sur l'offre financière la moins disante.

Les concurrents dont l'offre financière dépasse **20 %** du montant de l'estimation relative à chaque lot, seront écartés.

ARTICLE 24 : VALIDITÉ DES OFFRES

Les offres sont valables pendant une période de **75** jours à compter de la date de la séance d'ouverture. Si la commission d'appel d'offres estime ne pas être en mesure d'effectuer son choix pendant le délai prévu ci-dessus, les concurrents sont saisis, avant l'expiration de ce délai par écrit proposant une prorogation pour un nouveau délai.

Seuls les concurrents ayant donné leur accord par écrit avant la date limite fixée par la banque, restent engagés pendant ce nouveau délai.

ARTICLE 25 : RÉSULTAT DÉFINITIF DE L'APPEL A LA CONCURRENCE

AL BARID BANK n'est pas tenu de donner suite à la présente mise en concurrence ;

Les marchés devront résulter de cet appel à la concurrence ne seront valables, définitifs et exécutoires qu'après avoir été signés par les personnes habilitées d'AL BARID BANK ;

Aucun soumissionnaire ne peut prétendre à indemnité dans le cas où ses propositions ne seraient pas acceptées ou s'il n'est pas donné suite au présent appel d'offre.



CAHIER DES PRESCRIPTIONS SPÉCIALES

**LOT 1 : ACQUISITION, MISE EN PLACE ET MAINTENANCE
D'UNE SOLUTION LAN**

**LOT 2 : ACQUISITION D'UNE PASSERELLE VOIX IPBX AVEC
FONCTIONNALITE D'ENREGISTREMENT DES APPELS**

**Appel d'Offres Ouvert sur offre des prix
Marché alloti et à tranche conditionnelle**

N° 62/ABB/2022

CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

ARTICLE 1 : OBJET DE L'APPEL D'OFFRE

Le présent appel d'offres a pour objet :

- **LOT 1 : ACQUISITION, MISE EN PLACE ET MAINTENANCE D'UNE SOLUTION LAN**
 - **Tranche ferme** : ACQUISITION ET MISE EN PLACE D'UNE SOLUTION LAN
 - **Tranche conditionnelle** : MAINTENANCE ANNUELLE POST GARANTIE, RECONDUCTIBLE SUR TROIS (03) ANS
- **LOT 2 : ACQUISITION D'UNE PASSERELLE VOIX IPBX AVEC FONCTIONNALITE D'ENREGISTREMENT DES APPELS**

ARTICLE 2 : PIECES CONSTITUTIVES DE L'APPEL D'OFFRE

L'appel d'offres est constitué des pièces suivantes :

- L'acte d'engagement ;
- Le présent CPS ;
- Le bordereau des prix – Détail estimatif.

ARTICLE 3 : RÉFÉRENCES AUX TEXTES ET DOCUMENTS ADMINISTRATIFS EN VIGUEUR :

Le soumissionnaire sera soumis aux dispositions prévues par :

- Les circulaires n°4/59/SGG/CAB du 12 février 1959, n°23/59/SGG/CAB du 6 octobre 1959 et n°1/61/SGG/CAB du 30 janvier 1961;
- Les textes portant réglementation des salaires, du travail, des changes, des douanes et des impôts;
- Les dahirs des 21 mai 1943 et 27 décembre 1944 en matière de législation sur les accidents du travail;
- Le dahir n°1-02-238 du 25 Rejeb (3 Octobre 2002) portant promulgation de la loi n°17-99 portant code des assurances;
- Le dahir n°1-03-194 du 14 Rejeb 1424 (11 septembre 2003) portant promulgation de la loi n°65-99 relative au code de travail, ainsi que ses textes d'application ;
- Le dahir n°1-05-178 du 15 moharrem 1427 (14 février 2006) portant promulgation de la loi n°34-03 relative aux établissements de crédit et organismes assimilés et les textes pris pour son application ;
- Le dahir n°1-63-260 du 12 novembre 1963 relatif au transport par véhicule automobile sur route;
- Le présent cahier des charges;
- Le Règlement des Achats d'AL BARID BANK;
- CCAG éventuellement et selon les besoins.
- CPC.

ARTICLE 4 : ASSURANCE CONTRE LES RISQUES

Conformément aux dispositions légales et réglementaire notamment en matière d'assurances et d'accidents de travail ainsi que des risques liés à la responsabilité civile du faire personnel, du fait d'autrui et du fait des choses, le Prestataire devra justifier et produire à titre d'information à Al Barid Bank copies de toutes les polices d'assurances souscrites et ce jusqu'au terme de ce présent marché.

ARTICLE 5 : NANTISSEMENT

Dans l'éventualité d'une affectation en nantissement du marché, il est précisé qu'il est fait application des dispositions du dahir n°1-15-5 du 29 rabii II 1436 (19 février 2015) portant promulgation de la loi n°112-13 relatif au nantissement des marchés.

Par ailleurs, il est également énoncé ce qui suit :

- 1°/ la liquidation des sommes dues en exécution du marché sera opérée par les soins du maître d'ouvrage;
- 2°/ Les paiements prévus au marché seront effectués par la Direction Financière, seule qualifiée pour

recevoir les significations des créanciers du titulaire du marché ;

Le maître d'ouvrage délivrera au titulaire du marché sur sa demande et contre récépissé un exemplaire en copie conforme du marché.

Les frais de timbre de cet exemplaire sont à la charge du titulaire du marché.

ARTICLE 6 : EXECUTION DU MARCHÉ – DELAIS ET PENALITÉS DE RETARD

1. Validité du marché :

1.1 Tranche Ferme du lot 1 et lot 2 :

Le marché issu du présent appel à la concurrence ne sera définitif qu'après notification de sa signature par les personnes habilitées d'AL BARID BANK.

Dans le cas où il ne parvient pas aux services, le délai commence à courir 7 jours à partir de la date de notification de l'ordre de service.

Le délai est décompté à partir de la date de l'accusé de réception de ce dernier.

1.2 Tranche Conditionnelle du lot 1 (Maintenance annuelle reconductible sur trois (03) ans :

La concrétisation du contrat de la maintenance, se déclenchera suite à la réception définitive de la tranche ferme de la prestation objet du marché après expiration de la durée de garantie.

La maintenance commence après la notification de l'ordre de service correspondant.

Le contrat de maintenance est valable un (01) an renouvelable par tacite reconduction sans que la durée totale ne dépasse trois (03) ans à compter de la date de notification de l'ordre de service correspondant.

NB : Le non-affermissement des prestations de la tranche conditionnelle ne donnera lieu à aucun versement d'indemnité au bénéfice du titulaire du marché.

2. Délai de d'exécution :

Lot 1 : L'adjudicataire doit assurer la livraison du matériel et accessoires objet de l'appel d'offres ainsi que toutes les prestations qui y affèrent dans un délai maximum de **trois (03) mois**.

Le délai commence à courir à partir de la date de la notification de l'ordre de service.

Lot 2 : Un délai maximum d'un **(01) Mois** à compter de la date de réception de l'ordre de service.

3. Lieu d'exécution

Lot 1 : Site Route El Jadida, Casablanca.

Lot 2 : Casablanca.

4. Pénalité de retard :

En cas de dépassement des délais convenus, ne provenant pas d'un cas de force majeure signalé par écrit en temps utiles par le fournisseur à l'AL BARID BANK et admis par lui le cas échéant d'une part, le prestataire est passible d'une pénalité par jour de retard égale à 1‰ (un pour mille) du montant des prestations non effectuées dans les délais, sans toutefois que le montant ne dépasse **10%** du montant global.

La retenue consécutive à la pénalité sera appliquée d'office et sans mise en demeure préalable.

ARTICLE 7 : CONFIDENTIALITÉ

Le prestataire considère comme confidentiel toutes les informations et données dont il peut avoir connaissance dans le cadre de l'exécution des prestations objet des présentes.

Toute personne relevant du Prestataire ou exécutant ses ordres sera tenu au secret professionnel pendant toute la durée du marché issu du présent appel d'offres et après son achèvement et veillera à ne pas faire usage d'aucune information confidentielle ou de la communiquer à des tiers, sauf autorisation préalable d'Al Barid Bank.

Pour les besoins du marché issu du présent appel d'offres, l'expression « Informations Confidentielles » désigne toutes les informations orales, écrites ou visuelles de l'une des parties, communiquées à, ou obtenues par, l'autre partie, de manière directe ou indirecte, quel qu'en soit le support.

Les parties s'engagent à prendre toutes les dispositions utiles et nécessaires au maintien du caractère

confidentiel des informations et veillent au respect des stipulations du présent article par tout membre de leur personnel.

Cette obligation de confidentialité demeurera valable même après l'expiration du marché issu du présent appel d'offres ou en cas de résiliation de celle-ci pour quelque cause que ce soit.

Chacune des Parties s'engage à conserver confidentielles les stipulations du marché issu du présent appel d'offres et à ne procéder à aucune divulgation de ses stipulations à des tiers, sans l'accord préalable de l'autre Partie, à moins qu'une telle divulgation soit exigée par les dispositions légales ou réglementaires en vigueur ou nécessaire à la défense des intérêts de la Partie dans le cadre de la résolution d'un différend. Par ailleurs et conformément à la loi N°09-08 relative à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel, le prestataire s'engage à prendre toutes les mesures et les précautions utiles afin de préserver la sécurité des informations qui lui sont fournies par Al Barid Bank et notamment d'empêcher qu'elles ne soient déformées, endommagées ou communiquées à des personnes non autorisées.

ARTICLE 8 : PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL

Afin de garantir le secret, la sécurité et la confidentialité des données, le prestataire s'engage à :

- ✓ Prendre toutes précautions utiles, afin de préserver la sécurité des données, notamment empêcher qu'elles ne soient déformées, endommagées et empêcher tout accès qui ne serait pas préalablement autorisé par Al Barid Bank ;
- ✓ Ne traiter les données que dans le cadre des instructions et de l'autorisation reçues d'Al Barid Bank ;
- ✓ Ne traiter les informations qu'entièrement et exclusivement en son sein et dans le cadre du présent contrat ;
- ✓ S'assurer de la licéité des traitements réalisés dans le cadre de la mission confiée ;
- ✓ Ne pas recourir aux services d'un sous-traitant, sauf à ce que ce dernier soit préalablement et expressément habilité par Al Barid Bank et agisse sous sa responsabilité et le contrôle du prestataire, dans le cadre d'un contrat soumis à la validation préalable d'Al Barid Bank et permettant d'assurer les respect des obligations souscrites par le prestataire ;
- ✓ Respecter son obligation de secret, de sécurité et de confidentialité, à l'occasion de toute opération de maintenance et de télémaintenance, réalisée au sein des locaux du prestataire ou de toute société intervenant dans le cadre du traitement ;
- ✓ Prendre toutes mesures de sécurité, notamment matérielle et logique, pour assurer la conservation et l'intégrité des données traitées ;
- ✓ Prendre toutes mesures permettant d'empêcher toute utilisation détournée, malveillante ou frauduleuse des données traitées ;
- ✓ Procéder, en fin de contrat, à la destruction des données, fichiers informatisés ou manuels, figurant sur tout support.

Par ailleurs, le prestataire s'interdit :

- ✓ De divulguer, sous quelque forme que ce soit, tout ou partie des informations contenues dans des fichiers informatisés ou manuels, ou figurant sur tout support transmis par Al Barid Bank ou concernant les informations recueillies au cours de l'exécution du présent contrat ;
- ✓ D'utiliser les supports ou documents qui lui ont été confiés, par quelque moyen ou finalité que ce soit, pour son compte ou pour le compte de tiers, à des fins professionnelles, personnelles ou privées autres que celles définies au présent contrat, tout ou partie des informations contenues sur lesdits supports ou recueillies par elle au cours de l'exécution du présent contrat ;
- ✓ De prendre copie ou stocker, quelles qu'en soient la forme et la finalité, tout ou partie des informations contenues dans les supports ou documents qui lui ont été confiés ou recueillies par elle au cours de l'exécution du présent contrat.

Le prestataire s'engage :

- ✓ À première demande d'Al Barid Bank, à apporter la preuve qu'il dispose des moyens organisationnels, techniques et financiers permettant de garantir le respect et l'effectivité de l'obligation de secret, de confidentialité et de sécurité résultant du contrat ;

- ✓ À coopérer avec Al Barid Bank dans toutes circonstances mettant en jeu l'obligation de secret, de confidentialité et de sécurité ;
- ✓ À permettre la réalisation par Al Barid Bank ou toute personne mandatée par cette dernière et sous réserve que les vérificateurs ne soient pas des concurrents directs du prestataire, de toute vérification lui paraissant utile de l'exécution des obligations du prestataire. Le prestataire s'engage à coopérer de bonne foi et sans réserve avec les vérificateurs dès lors qu'il sera avisé de la réalisation d'un audit ;
- ✓ À mettre en œuvre à ses frais et sans délai toutes mesures correctives soulignées dans le rapport de vérification.

Le prestataire reconnaît :

- ✓ Qu'en cas de non-respect des obligations souscrites dans le cadre du présent contrat, sa responsabilité pourra être engagée pénalement ;
- ✓ Qu'il pourra être tenu responsable envers Al Barid Bank des dommages qui seraient causés par suite d'un manquement aux obligations résultant du présent contrat, ainsi qu'au versement de réparations du préjudice subi ;
- ✓ Al Barid Bank pourra prononcer la résiliation immédiate du contrat de prestation de services, sans indemnité en faveur du prestataire, en cas de non-respect du secret, de la confidentialité et de la sécurité des données.

ARTICLE 9 : RÉCEPTION DES PRÉSTATIONS :

Lot 1 :

Réception provisoire : Les services compétents d'AL BARID BANK procéderont à la réception provisoire des articles. Cette réception sera constatée par un procès-verbal de réception (PVR) provisoire cosigné par les agents qualifiés d'AL BARID BANK et le prestataire.

Réception définitive : La réception définitive sera prononcée après l'expiration de la période de garantie. Elle sera constatée par procès-verbal de réception définitive cosigné par les agents qualifiés d'AL BARID BANK et le prestataire.

Réception de la maintenance : Les services compétents d'AL BARID BANK procéderont à la réception de la prestation de maintenance semestriellement. Chaque réception sera constatée par un procès-verbal de réception signé par les agents qualifiés d'AL BARID BANK. Si la prestation n'est pas exécutée pendant le trimestre, c'est-à-dire un service non rendu pendant le trimestre, le prestataire ne peut en aucun cas réclamer ses honoraires pour cette prestation non exécutée.

Lot 2 :

Réception provisoire : Les services compétents d'AL BARID BANK procéderont à la réception provisoire des articles. Cette réception sera constatée par un procès-verbal de réception (PVR) provisoire cosigné par les agents qualifiés d'AL BARID BANK et le prestataire.

Réception définitive : La réception définitive sera prononcée après l'expiration de la période de garantie. Elle sera constatée par procès-verbal de réception définitive cosigné par les agents qualifiés d'AL BARID BANK et le prestataire.

ARTICLE 10 : GARANTIE

Lot 1 :

Le prestataire s'engage à garantir le matériel et logiciel pour une durée qui ne peut en aucun cas être inférieur à **une (01) année** ;

NB : L'adjudicataire doit fournir à AL BARID BANK l'attestation de garantie constructeur à la livraison.

Les détails de la garantie sont décrits au niveau des TDR.

Au-delà de la période de garantie proposée, le fournisseur s'engage à assurer le support et la maintenance dans le cadre du contrat de maintenance.

Lot 2 :

Prestataire s'engage à livrer la solution à l'état neuf et à la garantir contre tout vice de conception ou de malfaçon pendant une période minimale de trois **(03)** années après la date de réception.

NB : Al Barid Bank se réserve le droit de refuser la réception du tout composant ou équipement jugé non

conforme aux présent TDR.

ARTICLE 11 : RETENUE DE GARANTIE (2 Lots):

Une retenue de garantie de **10 %** sera effectuée sur les termes de paiement jusqu'à la réception définitive et conforme des prestations. Ce taux cessera de croître lorsqu'il atteindra **7 %** du montant total du marché.

Cette garantie peut être remplacée par une caution personnelle et solidaire.

ARTICLE 12 : TRANCHE CONDITIONNELLE : CONTRAT DE MAINTENANCE (Lot 1) :

Le soumissionnaire doit joindre dans son offre un projet de contrat de maintenance du matériel / logiciel objet de cet appel d'offres.

Ledit projet de contrat doit être en cohérence avec la description de la maintenance au niveau des Termes de Références.

1. Date d'effet du contrat :

La concrétisation du contrat de maintenance, se déclenchera suite à la réception définitive de la tranche ferme de la prestation objet du marché après expiration de la durée de garantie.

La maintenance commence après la notification de l'ordre de service correspondant.

2. Durée du contrat :

Le contrat est souscrit pour une durée **d'un (01) an** à compter la notification de l'ordre de service correspondant.

Il est renouvelable annuellement par tacite reconduction sans que la durée totale ne puisse dépasser **trois (3) années**.

Le non-affermissement de la tranche conditionnelle ne donnera lieu à aucun versement d'indemnité au bénéfice du titulaire du marché.

3. Pénalités pour retard d'exécution des prestations

En cas de dépassement des délais convenus pour les interventions ou les travaux de réparation ne provenant pas d'un cas de force majeure signalé par écrit en temps utiles par le fournisseur à l'AL BARID BANK et admis par lui le cas échéant d'une part, le prestataire est passible d'une pénalité par jour de retard égale à 1‰ (Un pour mille) du montant des prestations non effectuées, sans toutefois que le montant ne dépasse 10% du montant global. Si la prestation n'est pas exécutée pendant le trimestre, c'est-à-dire un service non rendu pendant le trimestre, le prestataire ne peut en aucun cas réclamer ses honoraires pour cette prestation non exécutée.

L'admission des cas de force majeure donnera seulement droit au prestataire à la prorogation du délai pour l'exécution des prestations correspondantes, d'une durée égale à celle du retard occasionné. L'échéance seule suffira pour constituer le retard et faire courir les pénalités sans qu'il soit besoin de sommation ni de mise en demeure préalable.

ARTICLE 13 : OBSOLESCENCE DU MATERIEL À LIVRER

Dans le cas de non-disponibilité du matériel à livrer dont les caractéristiques techniques indiquées au bordereau des prix sur le marché ou de son obsolescence, le prestataire est tenu de le remplacer par un matériel au moins équivalent et ce après avoir présenté une attestation du constructeur/éditeur justifiant son non-disponibilité ou son obsolescence et le remplacement par un matériel au moins équivalent et son prix unitaire ne subira aucun changement.

ARTICLE 14 : VISITE DES LIEUX DE L'ATTRIBUTAIRE

AL BARID BANK se réserve le droit de visiter, à tout moment, les lieux de l'attributaire pour s'assurer s'il dispose de tous les moyens nécessaires lui permettant d'honorer ses engagements, et ce, avant ou pendant l'exécution du marché.

ARTICLE 15 : ANNULATION ET RÉSILIATION - EXCLUSION DES MARCHÉS

1. Annulation du marché :

En sus des cas d'annulation prévus aux termes du Règlement des Achats d'ABB, le Marché pourra être annulé dans le cas où le Prestataire ne signe pas le Marché à l'expiration d'un délai de 15 jours suivant la notification qui lui en a été faite par ABB.

L'annulation du marché engendre la perte par le prestataire de sa caution provisoire.

2. Résiliation de plein droit :

Le présent marché pourra être résilié de plein droit par AL BARID BANK aux torts du prestataire, après mise en demeure par lettre recommandée, dans les cas suivants :

- Vérification ayant donné lieu à deux rejets successifs des prestations objets du marché ;
- Actes frauduleux portant sur la nature, la qualité des prestations, objets du présent marché ;
- Non-respect des cahiers de charge et des commandes ;
- Non-respect des délais de livraison ;
- Manquement aux obligations qui découlent de la législation du travail et de la réglementation sociale
- Généralement, tout manquement aux termes des documents de référence cités plus haut.

3. Résiliation anticipée :

AL BARID BANK pourra mettre fin au présent marché, en partie ou en totalité, après un préavis de 2 mois par lettre recommandée avec accusé de réception adressée au prestataire.

Dans le cas où le prestataire désire mettre fin au présent marché, en partie ou en totalité, il est tenu d'en aviser AL BARID BANK par un préavis de **2 mois** notifié par courrier recommandé avec accusé de réception.

4. Effets de la Résiliation

Cette résiliation n'affectera, en aucune manière, l'exécution des obligations en cours de réalisation et déjà prises par les Parties avant la prise d'effet de la résiliation.

En dépit de la résiliation du présent marché, il continuera à produire ses effets en vue de l'exécution des obligations et des engagements pris par chacune des Parties avant la prise d'effet de la résiliation.

La résiliation du marché ne fait pas obstacle à la mise en œuvre de l'action civile ou pénale qui pourrait être intentée à l'encontre du prestataire en raison de ses fautes ou infractions, et ce, sans limitation de durée.

ARTICLE 16 : DROIT APPLICABLE - RÈGLEMENT DES DIFFERENDS

Le droit applicable au Marché est le droit marocain

Tout différend qui surviendrait à l'occasion de l'interprétation et de l'exécution du présent marché devrait être notifié par voie recommandée avec accusé de réception au Directoire d'Al Barid Bank et lui serait soumis pour règlement amiable.

A défaut d'accord amiable dans un délai de 03 mois à compter de sa date de notification et en cas de recours par le prestataire, le litige sera réglé par le Tribunal de Commerce de Casablanca.

ARTICLE 17 : LUTTE CONTRE LA FRAUDE ET LA CORRUPTION

Le Prestataire déclare avoir mis en œuvre tous les moyens nécessaires permettant de prévenir la fraude tel que et de façon non limitative, un acte de corruption et/ou de blanchiment d'argent.

CHAPITRE II : TERMES DE REFERENCES

Lot 1 : Acquisition, mise en place et maintenance d'une solution LAN

1- Objet de l'appel d'offres :

Afin de mettre en place une solution LAN (switching) complète au niveau de son nouveau site **Route El-Jadida**, Al Barid Bank lance le présent Appel d'Offres pour acquérir et mettre en place de **2 couches switching** (switchs fédérateurs et switchs d'accès) au niveau de ce site.

Le présent appel d'offres a pour objet l'acquisition, l'installation, la configuration et la mise en service des équipements actifs du réseau LAN (Fédération et Accès) au niveau du nouveau site Route El-Jadida de ABB. Cette prestation sera composée de deux tranches :

- 1- **Une tranche ferme** : qui concernera l'installation des équipements actifs, leur mise en service dans un délai de **3 mois** à compter de la date de notification de **l'ordre de service** et une garantie minimale d'un (01) an de l'ensemble de la solution. Cette tranche sera achevée et matérialisée par une réception définitive de l'ensemble des prestations réceptionnées provisoirement.
- 2- **Une tranche conditionnelle** : qui concernera la maintenance de la solution pendant 3 ans et se déclenchera à la déclaration de la réception définitive de la tranche ferme et la réception de l'ordre de service de commencement pour une durée d'une année reconductible sans dépasser 3 ans.

Les prestations attendues dans le cadre de cet appel d'offres comprennent essentiellement :

- La fourniture des équipements LAN (switchs fédérateurs et d'accès) ainsi que la fibre multimode de cascade entre les switchs fédérateurs et les switchs d'accès ;
- La pose, la mise en rack et le raccordement des différents composants de la solution proposée (actif et passif) ;
- Le paramétrage des équipements fournis conformément à l'architecture logique et physique proposée par l'équipe Infrastructure ABB ;
- Les prestations de services relatives à la formation et au transfert de compétence aux équipes techniques ;
- Les prestations de services relatives à la conduite de projet ;
- Les prestations de support technique, d'assistance technique durant toute la période de garantie et de maintenance ;

Le soumissionnaire retenu dans le cadre de cet appel d'offres doit assurer l'ensemble des prestations demandées dans cet appel d'offres, avec ou sans sous-traitance.

2- Spécifications techniques détaillées :

Le soumissionnaire doit proposer une offre globale et complète en équipements, logiciels et licences totalement conformes aux spécifications techniques minimales demandées et sous forme de tableau de conformité reprenant l'ensemble des spécifications techniques prescrites dans les rubriques suivantes avec la mention : « Conforme » ou « Non conforme » avec les commentaires nécessaires faisant références aux fiches techniques officielles du constructeur.

N.B : Les offres non conformes aux spécifications techniques demandées seront automatiquement écartées.

1.1. Commutateurs fédérateurs

Index	Spécifications techniques
Classification	Constructeur, mondialement connu et classé dans le Cadrant Magic de Gartner dans les solutions Wired and Wireless LAN Access infrastructure dans les deux dernières années 2020-2021 (fournir les quadrants relatifs).
Caractéristiques du châssis	Architecture physique fixe 1U avec redondance matérielle incluant : <ul style="list-style-type: none"> • 02 Modules d'alimentations AC de 600 W ;

	<ul style="list-style-type: none"> • 04 Modules de ventilation : Ventilation châssis (Avant vers arrière) ; Densité des ports : <ul style="list-style-type: none"> • 24 *10GE SFP+ ports ; • 01 * port console RJ45 ; • 01 * port USB ;
Performances	Switching capacity : 900Gbps. Forwarding capacity : 400 Mpps.
Transceivers Optiques fournis avec chaque switch	<ul style="list-style-type: none"> • 04 SFP+ Optical Transceiver : Optical Transceiver, SFP+ ,10G, Multi-mode Module (850nm,0.3km, LC) ; • 08 SFP 1GE BaseT ;
Niveau-2	Support des Vlan 802.1q, Vlan ID 4096, Guest VLAN et voice VLAN. STP (IEEE 802.1d), RSTP (IEEE 802.1w) et MSTP (IEEE 802.1s). BPDU protection, root protection, et loop protection. VLAN assignment baser sur les MAC addresses, protocols, IP subnets, policies et ports.
Protocoles de routage IPv4 /Ipv6	Support des protocoles de routage Ipv4 : RIP, OSPF et BGP. Support des protocoles de routage Ipv6 : RIPng, OSPFv3, v6, et BGP 4+. Deux châssis physiques doivent être mis en cluster en châssis virtuel : un seul point de gestion, un seul point de contrôle, matrice de transfert distribuée. Support Super Virtual Fabric (SVF). Supports SNMPv1/v2/v3, Telnet, RMON, and SSH. Supports NETCONF. Support NetStream. Support des fonctions de programmations OPS basé sur le langage Python.
Multicast	<ul style="list-style-type: none"> • PIM DM, PIM SM, PIM SSM ; • IGMP v1/v2/v3, IGMP v1/v2/v3 snooping et IGMP fast leave MLD v1/v2 ; • MLD v1/v2 snooping ;
Sécurité	<ul style="list-style-type: none"> • Gestion des privilèges utilisateurs multi niveau et par mot de passe. • Protection contre les attacks DoS, ARP et ICMP flooding. • Support de la sécurité des ports, MAC Sticky, port isolation. • Authentification 802.1x, Authentification AAA, RADIUS, TACACS et NAC. • Protection contre les attacks DHCP Snooping. • Support des listes blanches/noires. • Protection des CPUs.
Management	<ul style="list-style-type: none"> • Support du protocole Telnet, SSH, Https ; SNMP v2c, V3, RMON, sFlow. • Support du stacking jusqu'à 9 unités. • Support la virtualisation verticale, sous-entend : le switch d'accès Edge peut être intégré entant qu'unité distante au niveau du switch Core pour centraliser la gestion et le contrôle de la couche d'accès.

1.2. Commutateur d'accès Gigabit PoE+ 48 ports

Index	Spécifications techniques
Classification	Le constructeur doit être classé dans le Cadrant Magic de Gartner dans les solutions Wired LAN Access infrastructure dans les deux dernières années 2020-2021 (fournir les quadrants relatifs).
Spécifications matérielles et performances	
Châssis	Châssis de type fixe 1 unité supportant : <ul style="list-style-type: none"> • 48 ports 1 Gigabit 10/100/1000BaseT PoE ; • 02 ports 10 GE SFP+ avec deux transceivers SFP+ 10GE SR ; Le châssis doit contenir un bloc d'alimentation AC intégré.
Module de stack fourni avec chaque switch	Chaque switch doit être fourni avec un câble de stack High Speed Direct-attach 10G SFP+ pour la virtualisation de châssis.

	La longueur des câbles de stack devrait être adaptée aux besoins de mise en rack en prenant en compte l'attachement en boucle.
Performances	Switching capacity minimale: 160 Gbps; Forwarding performance minimale : 120 Mpps;
Niveau 2	Support des Vlan 802.1q, Vlan ID 4000, Guest VLAN et voice VLAN.
	STP (IEEE 802.1d), RSTP (IEEE 802.1w) et MSTP (IEEE 802.1s).
	BPDU protection, root protection, et loop protection.
	VLAN assignment baser sur les MAC addresses, protocols, IP subnets, policies et ports.
Niveau 3	Routing : Static route, RIPv1/v2, RIPv6, OSPF, OSPFv3, Service : DHCP Server, Relay et Client ;
Multicast	PIM DM, PIM SM, PIM SSM. IGMP v1/v2/v3, IGMP v1/v2/v3 snooping et IGMP fast leave MLD v1/v2. MLD v1/v2 snooping.
Sécurité	Gestion des privileges utilisateurs multi niveau et par mot de passe.
	Protection contre les attacks DoS, ARP et ICMP flooding.
	Support de la sécurité des ports, MAC Sticky, port isolation.
	Authentification 802.1x, Authentification AAA, RADIUS, TACACS et NAC.
	Protection contre les attacks DHCP Snooping.
	Support des listes blanches/noires.
Management	Protection des CPUs.
	Support du protocole Telnet, SSH, Https ; SNMP v2c, V3, RMON, sFlow. Support la virtualisation verticale, sous-entend : le switch d'accès Edge peut être intégré en tant qu'unité distante au niveau du switch Core pour centraliser la gestion et le contrôle de la couche d'accès.

3- Conduite du projet

3.1. Démarche d'exécution :

Le soumissionnaire devra prendre connaissance et maîtrise totale de l'environnement de production d'Al Barid Bank, réaliser un site Survey physique et logique complet des différentes plateformes déployés, avoir une vue globale et claire de l'architecture mise à place, avoir une évaluation maîtrisée des risques liés aux changements d'architecture ou topologie.

Lors de l'exécution, le soumissionnaire doit extraire et établir des rapports et schéma d'architecture des différentes plateformes ainsi que sa proposition en termes d'HLD et LLD confirmant la compréhension ainsi que la maîtrise des processus de migration.

Le soumissionnaire doit fournir un plan et une démarche de migration claire et complète garantissant le minimum d'impact d'arrêt ou perturbation de production lors de l'exécution.

Le soumissionnaire doit valider avec le client toutes les démarches avant exécution et obtenant les accords nécessaires.

Le soumissionnaire doit inclure dans ces plans de déploiement ou migration des routines de retour en arrière en cas de blocage ou échec d'opérations.

3.2. Planification :

Le soumissionnaire doit proposer dans son offre un planning d'exécution projet estimatif relevant l'ensemble des phases d'exécution du projet, découpage en phase, dépendance d'exécution.

3.3. Ressources & Equipe projet :

Le soumissionnaire doit désigner dans son offre une équipe d'experts techniques certifiés de haut niveau chez le constructeur et de la technologie proposée ainsi qu'une équipe hautement qualifiée pour la gestion des projets réseau Datacenter typique.

3.4. Garantie :

Le prestataire s'engage à livrer le matériel et les logiciels à l'état neuf et à le garantir contre tout vice de conception ou de malfaçon pendant **une période minimum d'un (01) an pour le matériel et les logiciels**. Toute intervention préventive ou corrective sera prise en charge intégralement par l'adjudicataire (matériel remplacé, main d'œuvre et déplacement).

Le prestataire est tenu d'intervenir dans un délai de 3h maximum à partir de l'heure de la déclaration de l'incident au service support.

Quand la réparation nécessite le retour en atelier, le prestataire devra s'engager sur la continuité du service en proposant une solution alternative ; le matériel défectueux devra être récupéré pour réparation et retourné au lieu de son exploitation par les services du prestataire et à sa charge dans un délai ne dépassant pas les cinq jours.

Dans le cas de remplacement, la livraison d'un nouveau matériel donnera lieu aux mêmes conditions de réceptions citées dans le présent cahier des charges.

3.5. **Tranche conditionnelle : CONTRAT DE MAINTENANCE**

Le soumissionnaire doit joindre dans son offre un projet de contrat de maintenance et de support du matériel et des logiciels objet de cet appel d'offres.

Le projet de contrat de maintenance doit être chiffré sur une durée de 3 ans.

Le forfait relatif au projet de contrat de maintenance doit inclure toute intervention préventive (2 interventions préventive par an) ou corrective qui sera réalisée par l'adjudicataire (remplacement de matériel, fourniture de pièces de rechange, mise à jour logicielle, main d'œuvre et déplacement...).

Quand la réparation nécessite le retour en atelier, le prestataire devra s'engager sur la continuité du service en proposant une solution alternative ; le matériel défectueux devra être récupéré pour réparation et retourné au lieu de son exploitation par les services du prestataire et à sa charge dans un délai ne dépassant pas les cinq jours.

Dans le cas de remplacement, la livraison d'un nouveau matériel donnera lieu aux mêmes conditions de réceptions citées dans le présent cahier des charges.

L'adjudicataire est tenu de fournir, pour la solution proposée, les licences d'utilisation correspondantes qui doivent être enregistrées au nom d'ABB.

Le délai d'intervention sur site ne doit pas dépasser 3h à partir de l'heure de la déclaration de l'incident

3.6. **Formation et transfert de compétence :**

Le soumissionnaire doit assurer la formation nécessaire, en langue française, cataloguée constructeur, sur la solution proposée. Une formation technique pour 1 groupe de 5 personnes à dispenser dans les locaux d'Al Barid Bank pour une durée minimale de trois (03) jours et assurée par un Formateur certifié dans la solution proposée.


Cette formation doit couvrir tous les aspects théoriques et pratiques relatifs à la solution proposée, à savoir l'installation, la configuration, l'exploitation et l'administration des différents composants matériels et logiciels de la solution proposée ;

3.7. **Support constructeur :**

Dans le cadre de cet appel d'offre, le soumissionnaire doit inclure dans son offre une attestation de partenariat attestant le niveau de partenariat et le support à la soumission à cet appel d'offre.

4- **Etiquetage**

Tous les équipements fournis dans le cadre de cette consultation doivent porter des étiquettes d'inventaire répondant aux caractéristiques obligatoires ci-dessous :

Description du contenu	 <p>Etiquette code à barre Indestructible pour besoin d'identification du matériel, Elle doit avoir la forme suivante:</p>
Type	Etiquette code à barre (Code à barre en noir)
Support	Polyester HQ blanc

Epaisseur	0,1mm
Adhésif	Adhésif 467 de 3M
Procédé d'impression	Photocomposition
Protection	vernis mat ou brillant
Découpe	coins arrondis
Dimensions	50mmx30mm
Couleur de l'étiquette	à préciser

Les étiquettes doivent être produites en double pour que l'emballage de l'équipement soit aussi étiqueté de la même façon pour éviter le déballage des équipements lors de l'inventaire des magasins ou lors des affectations

Chaque équipement et son emballage doivent être étiquetés chez le fournisseur à l'avance (avant la livraison).

Tableau n°1:

	Numéro de marché		Garantie	N° dans la série (tout équipement susceptible d'être étiqueté dans le cadre du marché de façon incrémentielle)
Nombre de digits	4 digits xxxx	2 digits yy	1 digit z	4 digits uuuu
Exemple	0029	16 pour l'année 2016	0 : pas de garantie	1
			3 : 3 années de garantie	2
				3
			
				9998
				9999

Lot 2 : Acquisition d'une passerelle Voix IPBX avec fonctionnalité d'enregistrement des appels.

ARTICLE 1 - Objet de la consultation :

Acquisition d'une passerelle voix IPBX avec fonctionnalité d'enregistrement des appels.

ARTICLE 2 - Descriptif de la prestation :

1. Description

Al Barid Bank souhaite acquérir une passerelle voix doit assurer par défaut la fonction IPBX, conforme aux spécifications minimales décrit ci-dessous suivantes :

- Appels de réveil/rappels
- Recomposition automatique/mise en attente
- Patron/Secrétaire + Liste blanche
- Approvisionnement du téléphone IP

- Notifications par e-mail
- La haute disponibilité
- Surveillance du stockage et stockage en Raid
- Reprise après sinistre
- Enregistrement personnel/notes
- Interface Web conviviale
- Appels vidéo
- Pare-feu intégré
- Cryptage des appels (SIP TLS, sRTP)
- Avertissements de l'interface graphique pour une configuration potentiellement dangereuse
- Détection et blocage des intrusions
- Indicateur de force du mot de passe
- Génération automatique de mot de passe sécuriser
- Indication de mot de passe sécuriser
- IVR
- Portail utilisateur : accès à la messagerie vocale, au fax et aux enregistrements des appelés
- Support des IP phones (Cisco 7xxx et autres gammes)
- Capacité d'enregistrement local des appels de 4 To
- Possibilité d'enregistrement des appels sur un environnement de stockage externe
- Support natif des soft phones

2. Délai de livraison :

Un (01) mois après la notification de l'ordre de service.

3. Lieu de livraison :

Casablanca

4. Installation :

L'adjudicataire s'engage à l'intégration et la configuration de la passerelle voix et aussi les IP-phone existant.

- Garantie :

L'adjudicataire s'engage à livrer la solution à l'état neuf et à la garantir contre tout vice de conception ou de malfaçon pendant une période minimale de trois (03) année après la date de réception.

N.B : Al Barid Bank se réserve le droit de refuser la réception du tout composant ou équipement jugé non conforme aux présents Termes de Références.

CLAUSES FINANCIERES PARTICULIERES

ARTICLE 1 : CARACTERES GENERAUX DES PRIX-COMPOSITION DES PRIX UNITAIRES

L'attributaire de cet appel à la concurrence ne pourra, sous aucun prétexte, revenir sur ses prix qui sont censés comprendre tous ses frais et son bénéfice.

Les offres devront indiquer les prix détaillés des articles avec une ventilation des coûts aussi poussée que possible.

ARTICLE 2 : FRAIS DE TIMBRE

Les frais de timbre de l'original du marché sont à la charge du titulaire du marché.

ARTICLE 3 : CAUTIONNEMENT DEFINITIF

Le montant du cautionnement définitif est fixé à **3 pour cent (3%)** du montant initial du marché TTC relativement à la tranche ferme du lot 1.

Si l'entrepreneur ne réalise pas le cautionnement définitif dans un **délai de 20 jours** à compter de la date de la notification de l'approbation du présent marché, le montant du cautionnement provisoire fixé reste acquis à ABB, et le montant correspondant au cautionnement définitif est prélevé sur la première situation du règlement et sur les suivantes en cas d'insuffisance.

Il reste affecté à la garantie des engagements contractuels du prestataire jusqu'à la réception totale des prestations.

ARTICLE 4 : VARIATION DANS LA MASSE DES PRESTATIONS

En cas d'augmentation ou de diminution dans la masse des prestations, le prestataire ne peut élever aucune réclamation tant que l'augmentation ne dépasse pas **10%** du montant, ou la diminution évaluée aux prix initiaux ne dépasse pas **25%** du montant du marché.

ARTICLE 5 : RÉVISION DES PRIX DU MARCHÉ

Les prix sont établis en tenant compte des conditions économiques en vigueur à la date limite de réception des offres : Ils sont **FERMES ET NON REVISABLES**.

Les prix établis par les soumissionnaires seront considérés T.T.C sauf si le prestataire précise qu'ils sont hors taxe.

ARTICLE 6 : CONDITIONS ET DELAIS DE PAIEMENT

Le paiement des prestations sera effectué à **60** jours date de réception des factures par virement à un compte courant bancaire ou du trésor sur production d'une facture numérotée établie en 6 exemplaires, signée, datée et arrêtée en toutes lettres par le prestataire. La facture devra indiquer les références du marché et libellée au nom d'**AL BARID BANK, 110 Bd Zerktouni, 1^{er} étage – Casablanca (Division règlement). E-Mail : abbfournisseurs@albaridbank.ma**

Les factures portant la date d'exécution et l'ICE d'AL BARID BANK, doivent comporter l'intitulé exact du compte courant bancaire ou du Trésor du fournisseur à 24 positions.

N.B : En ce qui concerne les prestataires étrangers, une retenue de 10% du montant Hors taxes des factures est susceptible de faire l'objet d'un prélèvement fiscal à la source, en vertu des dispositions du Code Général des Impôts marocain et de la convention de non double imposition conclue entre le Maroc et l'Etat de résidence fiscale du prestataire le cas échéant.

Une attestation de prélèvement de cette retenue sera délivrée, à la demande du prestataire, pour servir ce que de droit.

ANNEXES

Annexe 1
AOO N° 62/ABB/2022

RÉCAPITULATIF DES INFORMATIONS SUR LES RESSOURCES PROPOSEES
Equipe projet, Responsable projet & Formateur (A renseigner pour chaque profil)

		Nom, prénom, Age, diplôme (bac+...), certifications...	Nombre d'années d'expérience dans le domaine objet de l'appel d'offres	Projets et missions dans le domaine objet de l'appel d'offres			
				Clients (avec coordonnées)	Intitulé des projets réalisés	Période du projet	Taches effectuées, Détail et description brève
Autres membres de l'équipe projet	Membres de l'équipe projet N°1	Nom :	N°1 : ... (coordonnés)	...		
		Prénom : ...		N°2 : ... (coordonnés)	...		
		Age : ...		N°n : ... (coordonnés)	...		
	Membres de l'équipe projet N°n	Diplôme :	N°1 : ... (coordonnés)	...		
		Certifications : ...		N°2 : ... (coordonnés)	...		
		Lien profil LinkedIn : ...		N°n : ... (coordonnés)	...		

Nous soussignons, certifions, par la présente, que les renseignements ci-dessus rendent fidèlement compte de la situation, des qualités et de l'expérience du concerné.

Fait àle.....
Signature et cachet du concurrent

Annexe 2
AOO N° 62/ABB/2022

SOCIETE SOUMISSIONNAIRE ¹

La Société : (Raison sociale)

Tel n°.....

Fax n°.....

Représentée par Monsieur :

Agissant en qualité de :

Faisant élection de domicile à

Inscrite au Registre du Commerce de :

Sous le Numéro

Identification Fiscale.....

Et affiliée à la Caisse Nationale de Sécurité Sociale sous le N°:

Capital social.....

Titulaire du compte courant Bancaire ouvert à la.....

Agence de

Sous le Numéro:

Patente n°.....

ICE N°

T.V.A n°.....

¹ Données à renseigner par la société soumissionnaire

Annexe 3
Déclaration sur l'honneur
AOO N° 62/ABB/2022

A. Pour les personnes physiques

Je soussigné,..... (Prénom, nom et qualité)
 Agissant en mon nom personnel et pour mon propre compte, Adresse du domicile élu

 Affilié à la Caisse Nationale de Sécurité Sociale sous le n°.....et Inscrit au registre de commerce
 de (Localité) sous le numéroN° de la Patente1)
 n° du compte bancaire ou à la TGR.....(RIB à 24 Chiffres 1)

B. Pour les personnes morales

Je, soussigné (prénom, nom) agissant en tant que (qualité
 au sein de l'entreprise) au nom et pour le compte de(raison sociale et forme
 juridique de la société) au capital de :adresse du siège sociale de la société
 Affiliée à la CNSS sous le n°
 (1)
 Inscrite au registre du commerce de(localité) sous le n°(1)
 N° de patente..... (1)
 N° Compte courant bancaire ou à la trésorerie Générale.....(RIB à 24 chiffres 1)

C. Déclare sur l'honneur :

1. Que je m'engage à couvrir, dans les limites fixées dans le cahier des charges, par une police d'assurance, les risques découlant de mon activité professionnelle ; que je remplie les conditions prévues au niveau du présent CPS;
2. Que je m'engage à ne pas recourir, par moi-même ou par personne interposée, à des pratiques de fraude ou de corruption de personnes qui interviennent à quelque titre que ce soit dans les différentes procédures de passation, de gestion et d'exécution du présent marché ;
3. Que je m'engage à ne pas faire, par moi-même ou par personne interposée, des promesses, des dons ou des présents en vue d'influer les différentes procédures de conclusion du présent marché.
4. Que je m'engage, si j'envisage de recourir à la sous-traitance, que celle-ci ne peut dépasser cinquante pour cent (50%) du montant du marché ni porter sur le lot ou le corps d'état principal du marché;
5. Que je ne suis pas en liquidation judiciaire ou en redressement judiciaire, et si je suis en redressement judiciaire, que je suis autorisé par l'autorité judiciaire compétente à poursuivre l'exercice de mon activité ;
6. Que je certifie l'exactitude des renseignements contenus dans la présente déclaration sur l'honneur et dans les pièces fournies dans mon dossier de candidature.
7. Que je ne suis pas en situation en conflit d'intérêt.

Fait àle.....

Signature et cachet du concurrent (2)

(1) ces mentions ne concernent pas les administrations publiques, les personnes morales de droit public autre que l'Etat et les concurrents non installés au Maroc.

(2) en cas de groupement chacun des membres doit présenter sa propre déclaration sur l'honneur.

Annexe 4**Acte d'engagement****AO N° 62/ABB/2022****LOT 1****A- Partie réservée à la banque**

Appel d'offres n° 62/ABB/2022 du

Objet du marché lot 1 **ACQUISITION MISE EN PLACE ET MAINTENANCE D'UNE SOLUTION LAN****B- Partie réservée aux concurrents (personnes morales)**

Je (nous), soussigné(s).....(prénom, nom et qualité en sein de l'entreprise)

Agissant en nom personnel et pour le compte de

.....(raison sociale et forme juridique de la société)

au capital de adresse du siège social de la société :

.....

Affilié à la CNSS sous le n°:

inscrit au registre du commerce de(localité) sous le n°

n° de patente

En vertu des pouvoirs qui me sont conférés :

Après avoir pris connaissance du dossier d'appel d'offres, concernant les articles précisées en objet de la partie A ci-dessus ;

Après avoir apprécié à mon point de vue et sous ma responsabilité la nature et les difficultés que comportent ces articles :

1 - remets revêtu (s) de ma signature un bordereau des prix – détail estimatif établi conformément aux modèles figurant au dossier d'appel d'offres ;

2- m'engage à exécuter lesdits articles conformément au cahier des prescriptions spéciales et moyennant les prix que j'ai établis moi-même, lesquels font ressortir :

Lot 1 : Tranche ferme : ACQUISITION ET MISE EN PLACE D'UNE SOLUTION LAN

- Montant (en lettres et en chiffres) hors TVA
- Montant (en lettres et en chiffres) de la TVA (taux en %)
- Montant (en lettres et en chiffres) TVA comprise

Tranche conditionnelle : MAINTENANCE ANNUELLE

- Montant (en lettres et en chiffres) hors TVA
- Montant (en lettres et en chiffres) de la TVA (taux en %)
- Montant (en lettres et en chiffres) TVA comprise

AL BARID BANK se libérera des sommes dues par lui en faisant donner crédit au compte

restreint au nom de la sociétéà(nom et adresse de l'établissement bancaire), sous le numéro

Fait àle.....

Signature et cachet du concurrent

*Lorsqu'il s'agit d'un groupement, ses membres doivent :

- mettre : « nous soussignés.....nous obligeons conjointement/ou solidairement ».

- ajouter l'alinéa suivant : « désignons.....(prénoms, noms, qualité) en tant que mandataire du groupement ».

* Pour les concurrents non installés au Maroc, préciser la référence des documents équivalents et lorsque ces documents ne sont pas délivrés par leur pays d'origine, la référence à la déclaration faite devant une autorité judiciaire ou administrative ou un notaire ou organisme professionnel qualifié.

*ces mentions ne concernent pas les administrations publiques, les personnes morales de droit public autre que l'Etat et les concurrents non installés au Maroc

Acte d'engagement
AOO N° 62/ABB/2022
LOT 2

A- Partie réservée à ABB

Appel d'offres n° 62/ABB/2022 du

Objet du marché : **LOT 2 / ACQUISITION D'UNE PASSERELLE VOIX IPBX AVEC FONCTIONNALITE D'ENREGISTREMENT DES APPELS**

B- Partie réservée aux concurrents (personnes morales)

Je (nous), soussigné(s).....(prénom, nom et qualité en sein de l'entreprise)

Agissant en nom personnel et pour le compte de

.....(raison sociale et forme juridique de la société)

au capital de adresse du siège social de la société :

Affilié à la CNSS sous le n°:

inscrit au registre du commerce de(localité) sous le n°

n° de patente

En vertu des pouvoirs qui me sont conférés :

Après avoir pris connaissance du dossier d'appel d'offres, concernant les articles précisées en objet de la partie A ci-dessus ;

Après avoir apprécié à mon point de vue et sous ma responsabilité la nature et les difficultés que comportent ces articles :

1 - remets revêtu (s) de ma signature un bordereau des prix – détail estimatif établi conformément aux modèles figurant au dossier d'appel d'offres ;

2- m'engage à exécuter lesdits articles conformément au cahier des prescriptions spéciales et moyennant les prix que j'ai établis moi-même, lesquels font ressortir :

LOT 2 :

- Montant (en lettres et en chiffres) hors TVA
- Montant (en lettres et en chiffres) de la TVA (taux en %)
- Montant (en lettres et en chiffres) TVA comprise

AL BARID BANK se libérera des sommes dues par lui en faisant donner crédit au compte

restreint au nom de la sociétéà(nom et adresse de l'établissement bancaire), sous le numéro

Fait àle.....

Signature et cachet du concurrent

*Lorsqu'il s'agit d'un groupement, ses membres doivent :

- mettre : « nous soussignés.....nous obligeons conjointement/ou solidairement ».

- ajouter l'alinéa suivant : « désignons.....(prénoms, noms, qualité) en tant que mandataire du groupement ».

* Pour les concurrents non installés au Maroc, préciser la référence des documents équivalents et lorsque ces documents ne sont pas délivrés par leur pays d'origine, la référence à la déclaration faite devant une autorité judiciaire ou administrative ou un notaire ou organisme professionnel qualifié.

*ces mentions ne concernent pas les administrations publiques, les personnes morales de droit public autre que l'Etat et les concurrents non installés au Maroc

Annexe 5
Bordereaux de prix
AOO N° 62/ABB/2022

Lot 1 : ACQUISITION, MISE EN PLACE ET MAINTENANCE D'UNE SOLUTION LAN

1 Tranche ferme : ACQUISITION ET MISE EN PLACE D'UNE SOLUTION LAN

Désignation	Quantité	Prix Unitaire HT	Prix Total HT
Equipement de Switching			
Commutateur Fédérateur	02		
Commutateur d'accès Gigabit PoE+ 48 ports	06		
Installation, configuration, mise en service et transfert de compétences			
Prestation d'installation, de configuration, de mise en service et de transfert de compétences	Forfait		
MONTANT TOTAL HT			
TVA 20%			
MONTANT TOTAL TTC			

Arrêté le présent Bordereau des Prix à la somme de :

Total hors TVA :

Montant TVA :

Total TTC :

2 Tranche Conditionnelle : MAINTENANCE

Désignation	Unité	Quantité	Prix unitaire de la maintenance annuelle	Prix total de la maintenance annuelle
Maintenance des composantes matériels et logiciel	Commutateur Fédérateur	02		
Maintenance des composantes matériels et logiciel	Commutateur d'accès	06		
Total annuel en DH HT				
TVA (20%)				
Total annuel en DH TTC				

Arrêté le présent Bordereau des Prix à la somme de :

Total hors TVA :

Montant TVA :

Total TTC :

Bordereaux de prix
AOO N° 62/ABB/2022

**Lot 2 : ACQUISITION D'UNE PASSERELLE VOIX IPBX AVEC FONCTIONNALITE
D'ENREGISTREMENT DES APPELS**

Désignation	Quantité	Prix unitaire	Prix Total
Acquisition d'une passerelle voix IPBX	Forfait		
TOTAL DH H.T			
TVA 20%			
TOTAL DH TTC			

Arrêté le présent Bordereau à la somme de :

Total hors TVA :

Montant TVA :

Total TTC :

Fait àle.....

Signature et cachet du concurrent

Annexe 6

Note sur les moyens humains et techniques : **AOO N° 62/ABB/2022**

Objet :

1. Nom ou Raison sociale
2. Implantation au Maroc
3. Effectifs en personnel
 - Personnel Administratif
 - Personnel Technique (Ingénieurs et assimilés)
 - Personnel d'Entretien
4. Effectif du personnel spécialisé dans les produits objet du présent Appel d'Offres.
 - Ingénieurs et assimilés
 - Techniciens
5. Services de formation au Maroc et à l'étranger.
6. Structures administratives et techniques, conseil d'administration, actionnaires, importances des sociétés mères, gestionnaires...

Annexe 7
AOO N° 62/ABB/2022

Annexe à renseigner par le soumissionnaire :

Client	Détails sur les prestations réalisées	Le montant de la prestation	L'année de réalisation de la prestation	Nom du signataire	Qualité du signataire	Nom et coordonnées d'un contact (Email/Tél/Fax)

Je soussigné....., certifie, et déclare sur l'honneur par la présente, que les renseignements ci-dessus rendent fidèlement compte des prestations objet des références et précise que leur déroulement s'est passé conformément au marchés/bons de commande y afférant.

Annexe 8

Tableau de conformité

(*) : Le soumissionnaire est tenu de renseigner les champs du tableau.

Lot 1 : ACQUISITION, MISE EN PLACE ET MAINTENANCE D'UNE SOLUTION LAN

N°	Caractéristiques <u>minimales</u> demandées		Réponse (oui/non + détail)
Descriptif de la prestation			
1.	Les prestations attendues dans le cadre de cet appel d’offres comprennent essentiellement : <ul style="list-style-type: none">- La fourniture des équipements LAN (switchs fédérateurs et d’accès) ainsi que la fibre multimode de cascade entre les switchs fédérateurs et le switchs d’accès ;- La pose, la mise en rack et le raccordement des différents composants de la solution proposée (actif et passif) ;- Le paramétrage des équipements fournis conformément à l’architecture logique et physique proposée par l’équipe Infrastructure ABB ;- Les prestations de services relatives à la formation et au transfert de compétence aux équipes techniques ;- Les prestations de services relatives à la conduite de projet ;- Les prestations de support technique, d’assistance technique durant toute la période de garantie et de maintenance ;		
Spécifications techniques			
Commutateur Fédérateur			
2.	Classification	Constructeur, mondialement connu et classé dans le Cadrant Magic de Gartner dans les solutions Wired and Wireless LAN Access infrastructure dans les deux dernières années 2020-2021 (fournir les quadrants relatifs).	
3.	Quantité	02	
4.	Caractéristiques du châssis	Architecture physique fixe 1U avec redondance matérielle incluant : 02 Modules d’alimentations AC de 600 W ; <ul style="list-style-type: none">• 04 Modules de ventilation: Ventilation châssis (Avant vers arrière) ;	
		Densité des ports : 24 *10GE SFP+ ports ; 01 * port console RJ45 ; 01 * port USB ;	
5.	Performances	Switching capacity: 960Gbps. Forwarding capacity: 490 Mpps.	
6.	Transceivers Optiques fournis avec chaque switch	<ul style="list-style-type: none">• 04 SFP+ Optical Transceiver : Optical Transceiver, SFP+ ,10G, Multi-mode Module (850nm,0.3km, LC) ;• 08 SFP 1GE BaseT ;	
7.	Niveau-2	Support des Vlan 802.1q, Vlan ID 4096, Guest VLAN et voice VLAN.	
8.		STP (IEEE 802.1d), RSTP (IEEE 802.1w) et MSTP (IEEE 802.1s).	
9.		BPDU protection, root protection, et loop protection.	
10.		VLAN assignment baser sur les MAC addresses, protocols, IP subnets, policies et ports.	
11.	Protocoles de routage IPv4 /IPv6	Support des protocoles de routage IPv4 : RIP, OSPF et BGP.	
12.		Support des protocoles de routage IPv6 : RIPng, OSPFv3, v6, et BGP 4+.	

13.		Deux châssis physiques doivent être mis en cluster en châssis virtuel : un seul point de gestion, un seul point de contrôle, matrice de transfert distribuée.	
14.		Support Super Virtual Fabric (SVF).	
15.		Supports SNMPv1/v2/v3, Telnet, RMON, and SSH.	
16.		Supports NETCONF.	
17.		Support NetStream.	
18.		Support des fonctions de programmations OPS basé sur le langage Python.	
19.	Multicast	<ul style="list-style-type: none"> • PIM DM, PIM SM, PIM SSM ; • IGMP v1/v2/v3, IGMP v1/v2/v3 snooping et IGMP fast leave MLD v1/v2 ; • MLD v1/v2 snooping ; 	
20.		• Gestion des privilèges utilisateurs multi niveau et par mot de passe.	
21.		• Protection contre les attacks DoS, ARP et ICMP flooding.	
22.		• Support de la sécurité des ports, MAC Sticky, port isolation.	
23.	Sécurité	• Authentification 802.1x, Authentification AAA, RADIUS, TACACS et NAC.	
24.		• Protection contre les attacks DHCP Snooping.	
25.		• Support des listes blanches/noires.	
26.		• Protection des CPUs.	
27.	Management	<ul style="list-style-type: none"> • Support du protocole Telnet, SSH, Https ; SNMP v2c, V3, RMON, sFlow. • Support du stacking jusqu'à 9 unités. • Support la virtualisation verticale, sous-entend : le switch d'accès Edge peut être intégré entant qu'unité distante au niveau du switch Core pour centraliser la gestion et le contrôle de la couche d'accès. 	
Commutateur d'accès Gigabit PoE+ 48 ports			
28.	Classification	Le constructeur doit être classé dans le Cadrant Magic de Gartner dans les solutions Wired LAN Access infrastructure dans les deux dernières années 2020-2021 (fournir les quadrants relatifs).	
29.	Quantité	06	
30.	Châssis	Châssis de type fixe 1 unité supportant : <ul style="list-style-type: none"> • 48 ports 1 Gigabit 10/100/1000BaseT PoE ; • 02 ports 10 GE SFP+ avec deux transceivers SFP+ 10GE SR ; 	
31.		Le châssis doit contenir un bloc d'alimentation AC intégré.	
32.	Module de stack fourni avec chaque switch	<ul style="list-style-type: none"> • Chaque switch doit être fourni avec un câble de stack High Speed Direct-attach 10G SFP+ pour la virtualisation de châssis. • La longueur des câbles de stack devrait être adaptée aux besoins de mise en rack en prenant en compte l'attachement en boucle. 	
33.	Performances	Switching capacity minimale : 160 Gbps; Forwarding performance minimale : 120 Mpps;	
34.		Support des Vlan 802.1q, Vlan ID 4000, Guest VLAN et voice VLAN.	
35.	Niveau 2	STP (IEEE 802.1d), RSTP (IEEE 802.1w) et MSTP (IEEE 802.1s).	
36.		BPDU protection, root protection, et loop protection.	
37.		VLAN assignment baser sur les MAC addresses, protocols, IP subnets, policies et ports.	
38.	Niveau 3	Routage : Static route, RIPv1/v2, RIPng, OSPF, OSPFv3,	

		Service : DHCP Server, Relay et Client ;	
39.	Multicast	PIM DM, PIM SM, PIM SSM. IGMP v1/v2/v3, IGMP v1/v2/v3 snooping et IGMP fast leave MLD v1/v2. MLD v1/v2 snooping.	
40.	Sécurité	Gestion des privileges utilisateurs multi niveau et par mot de passe.	
41.		Protection contre les attacks DoS, ARP et ICMP flooding.	
42.		Support de la sécurité des ports, MAC Sticky, port isolation.	
43.		Authentification 802.1x, Authentification AAA, RADIUS, TACACS et NAC.	
44.		Protection contre les attacks DHCP Snooping.	
45.		Support des listes blanches/noires.	
46.		Protection des CPUs.	
47.	Management	Support du protocole Telnet, SSH, Https ; SNMP v2c, V3, RMON, sFlow. Support la virtualisation verticale, sous-entend : le switch d'accès Edge peut être intégré en tant qu'unité distante au niveau du switch Core pour centraliser la gestion et le contrôle de la couche d'accès.	
Démarche d'exécution			
48.	Le soumissionnaire devra prendre connaissance et maitrise totale de l'environnement de production d'Al Barid Bank, réaliser un site Survey physique et logique complet des différentes plateformes déployés, avoir une vue globale et claire de l'architecture mise à place, avoir une évaluation maitrisée des risques liés aux changements d'architecture ou topologie.		
49.	Lors de l'exécution, le soumissionnaire doit extraire et établir des rapports et schéma d'architecture des différentes plateformes ainsi que sa proposition en termes d'HLD et LLD confirmant la compréhension ainsi que la maitrise des processus de migration.		
50.	Le soumissionnaire doit fournir un plan et une démarche de migration claire et complète garantissant le minimum d'impact d'arrêt ou perturbation de production lors de l'exécution.		
51.	Le soumissionnaire doit valider avec le client toutes les démarches avant exécution et obtenant les accords nécessaires.		
52.	Le soumissionnaire doit inclure dans ces plans de déploiement ou migration des routines de retour en arrière en cas de blocage ou échec d'opérations.		
Planification			
53.	Le soumissionnaire doit proposer dans son offre un planning d'exécution projet estimatif relavant l'ensemble des phases d'exécution du projet, découpage en phase, dépendance d'exécution.		
Ressources & Equipe projet			
54.	Le soumissionnaire doit désigner dans son offre une équipe d'experts techniques certifiés de haut niveau chez le constructeur et de la technologie proposée ainsi qu'une équipe hautement qualifiée pour la gestion des projets réseau Datacenter typique.		
Prestations d'installation, de configuration, de mise en service et de transfert de compétences			
55.	Prestations d'installation, de configuration et de mise en service.		
56.	Le soumissionnaire doit assurer la formation nécessaire, en langue française, cataloguée constructeur, sur la solution proposée. Une formation technique pour 1 groupe de 5 personnes à dispenser dans les locaux d'Al Barid Bank pour une durée minimale de trois (03) jours ET ASSUREE PAR UN FORMATEUR CERTIFIE DANS LA SOLUTION PROPOSEE.		
57.	Cette formation doit : <ul style="list-style-type: none">Couvrir tous les aspects théoriques et pratiques relatifs à la solution proposée, à savoir l'installation, la configuration, l'exploitation et l'administration des différents composants matériels et logiciels de la solution proposée ;		
Garantie et Maintenance			
58.	Le prestataire s'engage à livrer le matériel et les logiciels à l'état neuf et à le garantir contre tout vice de conception ou de malfaçon pendant une période minimum d'un (01) année pour le matériel et les logiciels. Toute intervention préventive ou corrective sera prise en charge intégralement par l'adjudicataire (matériel remplacé, main d'œuvre et déplacement).		

	Le prestataire est tenu d'intervenir dans un délai de 3h maximum à partir de l'heure de la déclaration de l'incident au service support. Quand la réparation nécessite le retour en atelier, le prestataire devra s'engager sur la continuité du service en proposant une solution alternative ; le matériel défectueux devra être récupéré pour réparation et retourné au lieu de son exploitation par les services du prestataire et à sa charge dans un délai ne dépassant pas les cinq jours. Dans le cas de remplacement, la livraison d'un nouveau matériel donnera lieu aux mêmes conditions de réceptions citées dans le présent cahier des charges.	
59.	Le forfait relatif au projet de contrat de maintenance doit inclure toute intervention préventive (2 interventions préventive par an) ou corrective qui sera réalisée par l'adjudicataire (remplacement de matériel, fourniture de pièces de rechange, mise à jour logicielle, main d'œuvre et déplacement...) Quand la réparation nécessite le retour en atelier, le prestataire devra s'engager sur la continuité du service en proposant une solution alternative ; le matériel défectueux devra être récupéré pour réparation et retourné au lieu de son exploitation par les services du prestataire et à sa charge dans un délai ne dépassant pas les cinq jours. Dans le cas de remplacement, la livraison d'un nouveau matériel donnera lieu aux mêmes conditions de réceptions citées dans le présent cahier des charges. L'adjudicataire est tenu de fournir, pour la solution proposée, les licences d'utilisation correspondantes qui doivent être enregistrées au nom d'ABB. Le délai d'intervention sur site ne doit pas dépasser 3h à partir de l'heure de la déclaration de l'incident	
60.	Engagement du soumissionnaire pour le renouvellement du support auprès du constructeur/éditeur, durant la période de la maintenance après l'expiration de la garantie	
Support constructeur		
61.	Le soumissionnaire doit inclure dans son offre une attestation de partenariat attestant le niveau de partenariat et le support à la soumission à cet appel d'offre.	

Lot 2 : ACQUISITION D'UNE PASSERELLE VOIX IPBX AVEC FONCTIONNALITE D'ENREGISTREMENT DES APPELS

Caractéristique demandée (minimum)	Réponses du soumissionnaire (oui/non + détail)
Appels de réveil/rappels	
Recomposition automatique/mise en attente	
Patron/Secrétaire + Liste blanche	
Approvisionnement du téléphone IP	
Notifications par e-mail	
La haute disponibilité	
Surveillance du stockage et stockage en Raid	
Reprise après sinistre	
Enregistrement personnel/notes	
Interface Web conviviale	
Appels Vidéo	
Pare-feu intégré	
Cryptage des appels (SIP TLS, sRTP)	
Avertissements de l'interface graphique pour une configuration potentiellement dangereuse	
Détection et blocage des intrusions	
Indicateur de force du mot de passe	
Génération automatique de mot de passe sécuriser	
Indication de mot de passe sécuriser	
IVR	
Portail utilisateur : accès à la messagerie vocale, au fax et aux enregistrements des appelés	
Support des IP phones (Cisco 7xxx et autres gammes)	

Capacité d'enregistrement local des appels de 4 To		
Possibilité d'enregistrement des appels sur un environnement de stockage externe		
Support natif des soft phones		
Garantie	L'adjudicataire s'engage à livrer la solution à l'état neuf et à la garantir contre tout vice de conception ou de malfaçon pendant une période minimale de trois (03) année après la date de réception.	